N. 37. TOME Ier 1ère ANNÉE MARDI 15 FEVRIER 1842

ON S'ABONNE

— Au bureau central, à l'imprimerie de la Banque de Pologne.

— Chez tous les libraires.

— Et à tous les bureaux de poste.

Pour 3 mois

Varsovie: R.ar.2, c. 25 (15 f.)
à domicile. 2, 40 (16 f.)
Province 3, (20 f.)

Un N°. isolé — c. 5 (10 gr.)



On reçoit les avis à insérer, tous les jours de dix heures du matin à cinq heures du soir, au bureau du journal.

Le prix des insertions, se règle à l'amiable.

Les lettres adressées à la rédaction doivent être affranchies.

LE GLANEUR DE VARSOVIE



PARTIE POLITIQUE.

— PARIS, 5 *Février*. — Les bureaux de la chambre des députés se sont réunis aujourd'hui pour examiner le projet de loi sur les crédits extraordinaires de 1841 et de 1842. La somme la plus considérable, dépensée en sus des prévisions du budget, l'année dernière, l'a été par le département du ministère de la guerre, elle s'élève à 19 millions 825,929 fr.

Ces derniers crédits ont donné lieu à une discussion générale sur les affaires d'Afrique. Le ministre de l'intérieur a défendu avec force le système suivi actuellement dans ce pays. Des succès récens ont été obtenus, a dit M. Duchâtel; il faut de la persévérance, il faut la continuité d'action pour arriver à des résultats satisfaisants. M. Dufort a parlé dans le même sens; il a contesté l'opinion très-souvent émise, qu'une croisière anglaise, en cas de guerre, pût empêcher la France de communiquer avec cette colonie, et fait ressortir tout l'avantage qui résulte pour la France, de la possession d'une côte de 250 lieues.

En général, l'opinion qui a semblé prévaloir dans les bureaux, est celle qui voudrait que le gouvernement déployât une grande énergie pour continuer la guerre; mais qu'aussitôt la puissance d'Abd-el-Kader abattue, il adoptât un système définitif pour une occupation limitée.

— On écrit d'Alger: Le général Bugeaud s'est embarqué, le 11, à bord du bateau à vapeur *le Cocyte*, qui a fait route pour la province d'Oran, où des événemens de la plus grande importance pour l'avenir de la colonie, s'accomplissent en ce moment. En son absence, le lieutenant-général Rumigny, commandant les troupes et la province d'Alger, remplit les fonctions de gouverneur.

Le port d'Alger est encombré de navires de toutes les nations; on en compte plus de 300 dans ce moment; cela prouve suffisamment qu'en France et ailleurs, on croit à l'avenir de la colonie française.

— D'après le *Courrier Français*, le ministère ne s'opposera pas à la prise en considération des incompatibilités; car il se flatte de faire nommer dans les bureaux, une commission qui travaillera, de concert avec lui, à noyer cette réforme sous les objections et sous les difficultés de détail.

Quant à la proposition Ducos, la

politique du ministère aura un caractère plus agressif, et M. Guizot la combattra avec une grande énergie, parce qu'il se flatte d'obtenir l'appui des amis de MM. Dufaure et Passy. Il dit tout haut, que ces honorables députés parleront et voteront, il est vrai, dans ces deux questions, avec l'opposition de gauche et le centre gauche; mais que la petite armée du tiers-parti a promis de se séparer de ses chefs dans cette occasion, et que la majorité se trouve par là assurée au ministère.

— M. Isambert a fait insérer dans tous les journaux de l'opposition, une lettre dans laquelle il déclare que c'est par des moyens légitimes, qu'il a eu connaissance de la lettre dont il a parlé à la tribune. Il ajoute qu'il ne doit compte à personne de ces moyens, mais qu'il n'a pas abusé de la confiance d'un haut fonctionnaire et que le langage des feuilles subventionnées n'en imposera à personne.

— M. Dussolier, député de Notron, persiste à vouloir se représenter devant le corps électoral. Vainement, plusieurs membres de la chambre ont insisté près de lui, pour l'engager à retirer sa démission. La juste susceptibilité de M. Dussolier se fait un scrupule que ses amis politiques n'ont pu vaincre.

— On lit ce matin dans la *Quotidienne*: »Au moment où notre feuille allait être mise sous presse, l'imprimeur ayant par hasard pris connaissance de notre premier article, s'est refusé à le publier. Nous sommes ainsi dans l'obligation de laisser en blanc la place qu'il devait occuper. Nous nous proposons de faire juger par les tribunaux ce refus équivalant à la censure.«

La Quotidienne a effectivement deux grandes colonnes en blanc: l'espace qu'elle avait réservé à son principal article politique.

— Le journal socialiste, *l'Atelier*, rédigé par des ouvriers, a également paru avec une colonne en blanc, par suite du refus fait par l'imprimeur, d'insérer un article.

— On lit dans le *Phare des Pyrénées* du 2 Février: Nous venons de recevoir de la frontière de Catalogne, des nouvelles de la plus haute gravité. L'autorité supérieure a décrété la dissolution de la municipalité de Figuières. Les alcades ayant voulu opposer de la résistance, ont été arrêtés et enfermés dans la citadelle. Cette mesure a excité le mécontentement de la population, qui s'est mise en pleine révolte. Les troupes de la citadelle ont braqué les canons sur la ville. A la date des dernières nouvelles, les habitants mutinés attendaient des renforts des villages voisins; les troupes de leur côté, avaient demandé du secours à Gironne.

— Le concert donné hier chez le Roi avait réuni une assemblée très-brillante.

Un très-grand nombre de pairs, de députés, de magistrats, d'officiers de touts grades, avaient été invités à cette fête. Parmi les députés, on remarquait plusieurs membres de l'opposition parlementaire: MM. Berger, Billaut, Desjobert, Ducos, Gauguier, Gautier de Rumilly, Mauguin etc. Tous les hommes étaient en uniforme. La plupart des députés avaient le frac noir. M. Billaut portait la plaque de grand-officier d'un ordre espagnol et plusieurs autres croix étrangères.

— Londres, 5 *Février*. — Dans la séance de la chambre des lords du 3, le marquis d'Abercorn a présenté le projet d'adresse en réponse au discours de la couronne, et attiré principalement l'attention des nobles lords sur le paragraphe ayant trait à l'état des finances du pays. Il s'est réjoui de ce que la question des céréales serait prise de suite en considération, et a blâmé la tactique suivie par les agitateurs qui cherchent, a-t-il dit, à persuader au public que les intérêts agri-

coles et manufacturiers sont en opposition; quant à lui, il espérait qu'on saurait trouver des moyens de protéger les intérêts des producteurs aussi bien que ceux des consommateurs. Lord Melbourne a exprimé toute sa satisfaction du discours de la couronne. »Les relations qui viennent de s'établir entre la famille royale d'Angleterre et le roi de Prusse sont de nature, a-t-il dit encore, à assurer la paix future de l'Europe; j'ai l'espoir que ces relations ne contribueront pas peu à maintenir parmi nous l'unité et la concorde, et que, dans tous les cas où il s'agira du bien de l'humanité et de la conservation de la paix européenne, la Prusse et la Grande-Bretagne ne se sépareront pas.«

— Dans la séance des Communes, du même jour, sir Robert déclara que le 9, il proposerait à la chambre de se former en comité, pour prendre en considération la législation sur les céréales. M. Goulbourn annonça que, le 15, M. le chancelier de l'échiquier amènerait la discussion sur la question de la falsification des bons de l'échiquier. Puis le comte de March, le fils aîné du duc de Richmond, qui paraissait pour la première fois dans la chambre, fit lecture du projet d'adresse. Lord John Russel se déclara satisfait de différents points de ce document politique, et ajouta qu'il se réjouissait de voir que les objets, sur lesquels les ministres actuels attiraient l'attention du parlement, étaient les mêmes que ceux qui avaient été recommandés par le dernier cabinet; que, du reste, il ne voyait dans l'adresse rien qui pût empêcher la chambre de l'adopter à l'unanimité. En terminant son discours, il renouvela la promesse faite par lui, au moment où le cabinet dont il faisait partie se retira, d'examiner avec la plus grande impartialité les mesures proposées par le gouvernement, bien que nos adversaires, a-t-il ajouté, n'aient point fait preuve, dans le temps, de la même modération. Avant de se séparer, la chambre vota une adresse de congratulation au prince Albert, au sujet de la naissance du prince de Galles.

— Dans la séance du 4 Février, O'connel se montra, pour la première fois, avec la chaîne d'honneur qu'il porte comme lord-maire de Dublin, et fut salué par les acclamations bruyantes de ses amis politiques.

— C'est le 4, à 10 heures du matin, que S. M. le Roi de Prusse se mit en route pour retourner sur le continent. La Reine et la duchesse de Kent l'accompagnèrent jusqu'à sa sortie du palais de Buckingham, et prirent alors congé de leur hôte illustre, qui partit pour Woolwich dans la compagnie du prince Albert et du duc Ferdinand de Saxe Cobourg. Après avoir assisté aux manœuvres qui eurent lieu dans cette ville, et visité l'arsenal et les chantiers de construction, S. M. embrassa le prince Albert, lui fit ses adieux ainsi qu'aux personnages distingués qui l'entouraient, et monta dans la barque royale qui devait le conduire au *Firebrand*, au milieu des acclamations redoublées de plus de 50,000 spectateurs.

— Lors de sa visite au Musée de Londres, S. M. se fit montrer *la Grande Charte*, qu'elle examina avec beaucoup d'attention, bien qu'elle l'eût déjà vue une fois, lors de son premier voyage en Angleterre en 1814.

— Le duc de Buccleugh qui vient de succéder au duc de Buckingham, n'est connu jusqu'à présent que par sa très-grande fortune, et apporte un nom nouveau dans la politique active, étant le premier membre de sa famille qui ait jamais siégé dans un cabinet anglais. Il n'a le titre de duc que comme pair d'Ecosse; comme pair du royaume uni, il siége dans la chambre des lords avec le titre de comte de Doncaster. La duchesse de Buccleugh est première dame d'honneur de la Reine.

— La *Gazette de la Cour* du 4, indique l'ordre dans lequel les noms des

membres de la famille royale doivent être prononcés dans les prières d'église: d'abord la reine douairière, puis le prince Albert, le prince de Galles et les autres membres de la famille royale.

— D'après le *Morning-Chronicle*, le duc de Buckingham a, par délicatesse, refusé la jarretière qui lui a été offerte, et qui, par suite de son refus, serait donnée au marquis d'Abercorn.

— La Haye, 5 *Février*. — S. M. le roi de Prusse restera ici deux jours; on lui avait fait préparer le grand palais de Nordende, mais S. M. a refusé positivement d'y loger, voulant garder un strict incognito, et passer tout le temps de son séjour à la Haye dans le cercle intime de la famille royale de Hollande.

Madrid, 29 *Janvier*. — Dans la séance de la chambre des députés du 28, M. Joachim Maria Lopez a ouvert la discussion sur le paragraphe de l'adresse, relatif à la politique étrangère; il a formellement accusé le gouvernement français de s'être montré hostile à l'Espagne sous Louis-Philippe, comme sous Louis XVIII, comme sous Napoléon. Si la lutte a duré 7 ans entre don Carlos et nous, a-t-il dit, c'est que le gouvernement français l'a voulu. Mais ce discours déjà passablement violent, peut être considéré comme pacifique, en comparaison de celui de M. Mendez-Vigo. Tout ce que le préopinant avait pu sous-entendre, M. Mendez-Vigo l'a exprimé sans respect des convenances parlementaires et internationales.

La seule réponse à faire à cette étrange sortie, était de rappeler l'orateur à l'ordre, ce qui a été fait deux, et presque trois fois par le président.

Cet incident a donné à M. Gonzales, président du conseil, l'occasion de faire observer aux membres libéraux de la chambre, qui prennent à tâche d'insulter la France, que si l'Espagne voulait voir reconnaître ses révolutions par l'Europe, elle devait commencer par respecter l'expression de la volonté nationale chez les autres. Dans un discours très-animé, M. Olozaga récemment ambassadeur à Paris, a durement flétri l'inconvenance du langage tenu par M. Vigo, et rendu un éclatant hommage au roi des Français; il a rappelé avec quelle dignité M. Guizot avait relevé les expressions offensantes, adressées au Régent dans la chambre des pairs. M. Olozaga, a terminé en exprimant, au milieu de l'assentiment général, l'espoir que les relations de bonne harmonie entre les deux pays ne pourraient que se resserer de plus en plus.

Au commencement de la séance du 29, le paragraphe sur la politique étrangère a été adopté, comme M. Olozaga l'avait demandé la veille au nom de la commission.

— Espartero vient de conférer au prince d'Orange la décoration de la Toison d'Or, et à la reine de Hollande, le grand cordon des dames nobles de Marie-Louise. On prétend que le Régent s'était assuré d'avance de l'acceptation de ces illustres personnages.

Arrivées: MM. Sotników général-major, venant de Lubosyń; le comte Załuski Antoine, venant de Wodyń; le comte Krasiński Adam, venant de Radziejewic; Me Pusłowska, venant de Zalesia; MM. Peters, venant de Słupcy; Brauman venant de Krośniewice.

Départs: Błeszyński, allant à Cracovie; le comte Gutakowski, allant à Radom; le comte Branicki, capitaine, allant à Kowno; le général Ładyżewski, allant à Siedlce.

Grand-Théâtre. Les artistes français joueront aujourd'hui, pour la dernière représentation: *Les Premières amours; — Bocquet, père et fils et Indiana et Charlemagne*. M. Henri jouera entre la 2e et la 3e pièce: *Le Postillon de Madame Ablou*, scène comique.

Demain, mercredi, M. H. Ernst donnera son 3e concert dans la salle du Grand-Théâtre.

Le Chronothermomètre de la Banque marquait hier à midi: degré au dessous de zéro: 3; — à 6 heures du soir, degré au dessus de zero: 1; — à minuit: 0; — ce matin à 6 heures: 0.